SAISIR L'INSTANT PRÉSENT:

pour une riposte philanthropique progressiste face à la croisade anti-genre

GPP
Global Philanthropy Project

TABLE DES MATIÈRES

Lettre du directeur du GPP

Introduction

Le Global Philanthropy Project 5

Définition de l'« idéologie anti-genre » 5

Le présent rapport 5

Note terminologique 6

Conclusions principales: cartographie des financements alloués à la croisade anti-genre à travers le monde

Introduction au rapport et contexte 7

Financements aux États-Unis 7

Financements alloués à la croisade internationale aux États-Unis 8

Financements européens 9

Recommeandations 9

Conclusions principales : Cartographie de la riposte philanthropique progressiste face à la croisade anti-genre

Introduction au rapport et contexte 10

Financement progressif de la lutte contre la croisade anti-genre : enjeux et opportunités 10

Cadre stratégique de la riposte 11

Recommandations 12

Comparaison des financements LGBTI 13

Listes de références 13

Remerciements 14

© 2020 Global Philanthropy Project

1000 Broadway Suite #480, Oakland, CA 94607

LETTRE DU DIRECTEUR DU GPP

Chères et chers collègues,

Il nous reste encore beaucoup à faire pour doter nos mouvements des ressources nécessaires à leur défense face aux attaques et tentatives de déstabilisation orchestrées par la croisade « anti-genre » et pour ouvrir la voie au monde plus juste, plus libre et plus pacifique vers lequel tend l'ensemble de nos activités.[1]

Fondé sur un examen simultané des financements octroyés à la croisade anti-genre à travers le monde et de la riposte progressiste philanthropique, le présent rapport a pour objectif de partager l'analyse du *Global Philanthropy Project* (GPP) et les enseignements que nous, ainsi que nos membres et partenaires, en avons tirés.

Cartographie comparative des financements

Nos conclusions nous invitent clairement à passer à l'action : les mouvements progressistes et leurs partenaires philanthropiques reçoivent des centaines de millions de dollars par an de moins que l'opposition, et les institutions finançant cette dernière ont développé des systèmes sophistiqués et coordonnés leur permettant de renforcer leurs connaissances, d'allouer leurs financements à titre collectif et d'accroître leur influence.

Concrètement, il ressort de notre étude que :

- **Le chiffre d'affaires total des organisations situées aux États-Unis et rattachées à la croisade anti-genre au cours de la période de dix ans allant de 2008 à 2017 s'élève à 6,2 milliards de dollars des États-Unis.[2]**
- **Au cours de cette même période, onze organisations des États-Unis rattachées à la croisade anti-genre ont acheminé au moins un milliard de dollars vers des pays du monde entier. Il s'agit certainement d'une estimation à la baisse des financements octroyés à ce mouvement à travers le monde. Le présent rapport en explore les raisons, dont le fait que de nombreuses institutions religieuses des États-Unis y étant affiliées ne sont pas dans l'obligation de déclarer leurs activités de financement.**
- **Outre ces financements provenant des États-Unis, la croisade anti-genre mondiale et ses campagnes régionales ont reçu des aides supplémentaires provenant d'entités locales et régionales, dont de nombreux importants subventionnaires européens.**

Plusieurs réponses philanthropiques cruciales et coordonnées sont actuellement en développement.

Nos chercheurs et chercheuses estiment que près de 45 millions de dollars seront à l'avenir alloués à ce secteur, ce qui représente une importante augmentation par rapport aux années précédentes. Les financements octroyés à l'opposition restent cependant bien plus importants.

Toutefois, notre étude de l'action philanthropique luttant sur le terrain contre la croisade anti-genre révèle que **la majorité des subventionnaires progressistes ne possèdent pas encore de stratégie claire en la matière et que, d'une manière générale, les activités de terrain commencent à peine à se développer dans ce domaine.**

En outre, le présent rapport donne un aperçu des niveaux de financement LGBTI à travers le monde par rapport aux financements octroyés à la croisade anti-genre.

Le *Global Philanthropy Project* publie, tous les deux ans et en collaboration avec *Funders for LGBTQ Issues*, un rapport présentant des données détaillées sur la répartition des financements LGBTI en fonction des régions, enjeux, stratégies et populations cibles. Le *Rapport de 2017-2018 sur les ressources mondiales : Aides gouvernementales et philanthropiques aux communautés lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées*[3] (Rapport sur les ressources mondiales, ou RRM) examine les financements LGBTI à travers le monde sur une période de six ans allant de 2013 à 2018[4]. Il documente l'ensemble des financements octroyés par plus de 800 agences philanthropiques, gouvernementales, multilatérales et d'entreprises en faveur des droits humains et de la santé des personnes LGBTI ainsi que d'autres stratégies et enjeux LGBTI.

Alors que la croisade anti-genre va à l'encontre d'un grand

1 Pour une définition et une contextualisation de la croisade « anti-genre », se reporter à notre note terminologique page XX.

2 Tous les montants sont exprimés en dollars des États-Unis.

3 Pour consulter le rapport complet ainsi que les documents d'appoint, voir globalresourcesreport.org.

4 https://globalphilanthropyproject.org/GRR17-18_PDF (page 25)

nombre de mouvements de défense des droits humains et de la justice environnementale, l'analyse de l'ensemble des données relatives aux financements LGBTI nous offre un prisme précis et illustratif à travers lequel étudier les défis auxquels nos mouvements font face.[5]

Nous sommes en mesure d'établir une comparaison directe entre les données relatives aux financements annuels accumulées au cours d'une période de cinq ans allant de 2013 à 2017 présentes dans le *Rapport sur les ressources mondiales* et celles relatives aux financements octroyés à la croisade anti-genre au cours de cette même période. Il ressort de cette comparaison qu'il est urgent de combler ce déficit de financement.

Nous avons constaté qu'entre 2013 et 2017, les mouvements LGBTI avaient reçu 1,2 milliard de dollars à travers le monde, tandis que la croisade anti-genre avait reçu 3,7 milliards de dollars, soit plus du triple des financements LGBTI.

Comment le GPP peut-il participer à ces efforts ?

Face à l'inquiétude croissante de nos membres et bénéficiaires causée par ce problème, de plus en plus de réponses philanthropiques coordonnées et éclairées face à la croisade et à l'idéologie « anti-genre » ont été développées sous la houlette du GPP au cours des dernières années. Ainsi, le GPP a collaboré au cours de cette période avec plus de 500 subventionnaires et plus d'une centaine de leaders d'opinions au sein de la société civile dans le cadre de rencontres, de séminaires en ligne et d'autres forums organisationnels. Il joue un rôle crucial au sein de cet écosystème que forment les subventionnaires, les leaders d'opinion, les réseaux philanthropiques et autres instances décisionnelles actives dans ce domaine.

Le GPP a lancé un ambitieux programme d'apprentissage, de mobilisation et de stimulation de nouveaux investissements en réponse à la croisade anti-genre. Ce programme d'une durée de deux ans se fonde sur les recommandations formulées dans le cadre de nos recherches, rencontres et autres actions menées au cours des dernières années. Il est conçu comme un plan d'action pour l'élaboration d'une riposte coordonnée des subventionnaires en faveur des droits des personnes LGBTI et des femmes ainsi que d'autres partenaires philanthropiques.

Le GPP a plusieurs casquettes dans le cadre des activités qu'il mène en faveur des acteurs philanthropiques de défense des droits des personnes LGBTI et d'autres droits fondamentaux : il est à la fois centre de recherche pour le développement, organisateur du domaine philanthropique, informateur et catalyseur clé ainsi que ressource pour la ou les cohorte(s) de bénéficiaires concernés.

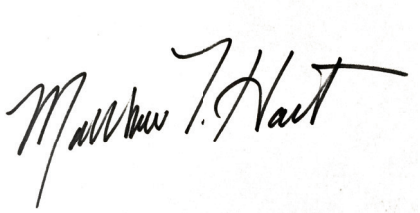
Quelles perspectives d'avenir ?

Les subventionnaires font partie intégrante de notre mouvement, lequel est digne d'acteurs philanthropiques en mesure d'innover dans leurs réponses, de décloisonner les secteurs ainsi que de repenser les mécanismes de dépense, de soutien et de coopération désuets.

C'est l'occasion idéale pour nous de collaborer et de mobiliser les enseignements que nous avons su tirer ainsi que nos moyens financiers et connaissances institutionnelles afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de nos communautés.

Ensemble, nous pouvons cultiver notre pouvoir collectif et le mettre au service de la lutte contre cette crise générationnelle.

Le GPP vous invite à vous plonger dans ce nouveau rapport comparatif et à relever les défis actuels.



Matthew Hart
Directeur, *Global Philanthropy Project*

5 Le domaine philanthropique progressiste profiterait également d'analyses supplémentaires de ce type, notamment d'analyses comparatives des financements alloués en faveur des droits des femmes, des droits en matière de santé sexuelle et procréative ainsi que d'autres droits n'entrant pas dans le cadre du présent dossier.

INTRODUCTION

Le Global Philanthropy Project

Le *Global Philanthropy Project* (GPP) est un organisme de collaboration regroupant des subventionnaires et des conseillères et conseillers philanthropiques s'employant à renforcer les efforts philanthropiques à travers le monde dans le but de promouvoir les droits humains des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) dans les pays du Sud Global et de l'Est. Fondé en 2009, le GPP est composé de 21 organisations membres, y compris la plupart des principaux subventionnaires et conseillères et conseillers philanthropiques promouvant les droits des personnes LGBTI à travers le monde. En tant que première association des subventionnaires LGBTI, le GPP est reconnu mondialement comme étant le principal leader d'opinion et un partenaire incontournable en matière de coordination entre bailleurs de fonds dans le cadre d'activités LGBTI à travers le monde.

Au cours des dernières années, le GPP a réuni les subventionnaires dans le cadre de nombreuses réunions internationales et régionales. Il a également publié bon nombre de rapports ayant pour objectif de mener une analyse et une stratégie conjointes au sein des philanthropies mêmes ainsi qu'entre celles-ci et de fournir des informations relatives à la riposte progressiste ainsi que de mobiliser les ressources nécessaires à celles-ci. Bien que bon nombre des publications et activités du GPP soient destinées à ce public restreint que sont les subventionnaires ayant à cœur la défense des droits humains, certaines de nos études sont accessibles au public, y compris le Rapport de 2018 sur le conservatisme religieux sur la scène internationale : Quels défis et menaces pour les droits LGBTI ?[6] (*Religious Conservatism on the Global Stage: Threats and Challenges for LGBTI Rights*), disponible en anglais et en espagnol, et notre rapport de 2016 intitulé « Au cœur de l'orage : La fermeture des espaces de la société civile LGBT au Kirghizistan, en Indonésie, au Kenya et en Hongrie », disponible en anglais[7] et en français[8]. Le site du GPP comporte également une page de ressources regroupant des documents relatifs à l'idéologie anti-genre.[9]

Définition de l'« idéologie anti-genre »

Nous avons constaté qu'au cours des dernières décennies plusieurs mouvements anti-droits de longue date se sont unis sous l'égide de la croisade mondiale « anti-genre », ont redéfini leur stratégie et tentent désormais de codifier le concept d'ordre « naturel » du sexe et d'opposer le sexe biologique au genre, qualifiant ce dernier d'invention et de « théorie ».

Les groupes religieux et politiques conservateurs ont fait de cette idéologie une arme au service de leur lutte contre les droits humains et l'auto-détermination, de leur déni du changement climatique et de leur promotion de l'autoritarisme. Ces mouvements anti-droits et les institutions qui les soutiennent bénéficient de ressources financières considérables, lesquelles sont mises au service des diverses régions du monde plus rapidement et contribuent à l'affaiblissement des instruments de protection des droits humains ainsi qu'à la montée en puissance de l'autoritarisme.

Les campagnes et mouvements apparentés s'opposent à l'égalité et l'équité de genre, aux droits en matière de santé sexuelle et procréative, aux droits humains des personnes LGBTI ainsi qu'à de nombreux autres objectifs et valeurs des mouvements progressistes et féministes.

Cette croisade anti-genre n'a cessé de gagner du terrain à l'échelle mondiale, régionale, nationale et locale depuis que le Vatican a inventé cette expression dans les années 90. Ce concept a pour objectif de rassembler sous une seule et même bannière une large gamme de programmes anti-droits et de les doter de nouvelles stratégies plus souples et sophistiquées.

Le présent rapport

Début 2020, le *Global Philanthropy Project* a collaboré avec de nombreuses organisations membres et d'autres partenaires philanthropiques dans le but de mener deux études sur ce sujet : 1) un rapport cartographique des financements alloués à la croisade anti-genre à travers le monde et 2) un rapport cartographique de la riposte philanthropique progressiste face à celle-ci.

Ces rapports comportent tous deux une partie sur le contexte, une analyse préliminaire et des recommandations. Chacun des rapports a été élaboré par des chercheurs consultants et chercheuses consultantes et s'appuie sur les remarques formulées par des comités consultatifs, dont des experts en la matière issus de la société civile et de philanthropies. **Bien que ces rapports ne soient accessibles que par un public restreint composé de subventionnaires, nous mettons le présent document à la disposition d'un plus large éventail d'intervenants afin de faire connaître nos principales conclusions et d'apporter une analyse supplémentaire développée lors d'une comparaison entre les deux rapports.**

En outre, nous partageons les enseignements tirés de la comparaison des données relatives aux financements LGBTI régionaux et mondiaux telles que documentées dans le *Rapport de 2017-2018 sur les ressources mondiales : Aides gouvernementales et philanthropiques aux communautés lesbiennes,*

6 https://globalphilanthropyproject.org/religiousconservatismreport
7 https://globalphilanthropyproject.org/perfectstorm
8 https://globalphilanthropyproject.org/au_couer_de_lorage
9 https://globalphilanthropyproject.org/ragi_resources

gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées, lequel est publié tous les deux ans par le GPP, en collaboration avec *Funders for LGBTQ Issues.*[10]

Que constatons-nous lorsque nous examinons la situation d'ensemble qui ressort des enseignements contenus dans ces deux rapports ? Quels thèmes, opportunités et risques en émergent ? Le présent rapport s'inspire de ces deux cartographies pour proposer un résumé et un aperçu des principaux éléments présents dans chacune d'elle ainsi qu'une analyse comparative de celles-ci et des financements LGBTI régionaux et mondiaux.

Le présent rapport a été élaboré par Ezra Nepon, responsable du programme pour l'apprentissage et la connaissance du GPP, avec le concours de l'équipe du GPP.

Note terminologique

Le concept de « théorie du genre » ainsi que l'opposition à celle-ci, définie comme « idéologie anti-genre », sont autant de notions conçues comme des atteintes rhétoriques, politiques et culturelles à l'encontre des droits humains, de l'auto-détermination et de la diversité naturelle que ces concepts incarnent. La formulation de ces termes avec le préfixe « anti- » peut porter à confusion : quel camp s'oppose à quelle idéologie ? N'est-ce pas une question purement idéologique que d'être « anti-genre » ou que d'affirmer que cette expérience de genre, pourtant vécue, n'existe pas ? Ces termes conceptuels formés avec le préfixe « anti- » sont par conséquent souvent mis entre guillemets. Cependant, nous avons choisi de supprimer d'une manière générale les guillemets du texte de ce rapport afin d'éviter de le surcharger.

Autre remarque : nous utilisons les termes « anti-genre » et « idéologie anti-genre » de manière interchangeable et donnons parfois à ce mouvement le nom d'« opposition ». Pour de plus amples informations relatives à la définition et au contexte de ce mouvement, se reporter à la partie suivante.

En outre, nous mentionnons la « philanthropie progressiste ». Ce terme générique nous permet de faire référence à un ensemble de subventionnaires et de réseaux de financement interdépendants axés sur les droits humains[11], notamment, mais pas uniquement, les membres d'Ariadne (*European Funders for Social Change and Human Rights*), *EDGE Funders Alliance, Elevate Children's Funder Group, Funders Concerned About AIDS, Funders for Reproductive Equity, Funders' Initiative for Civil Society, Global Philanthropy Project, Human Rights Funders Network, Peace and Security Funders Group, Philanthropy Advancing Women's Human Rights* et *Prospera International Network of Women's Funds*. Nous avons interrogé les représentant·es de ces réseaux dans le cadre de notre étude. En outre, ces organismes se livrent parfois à des activités apparentées à ce programme.

Ces réseaux philanthropiques sont généralement constitués de fondations publiques, privées et d'entreprises. Le GPP a également inclus à sa description de la « philanthropie progressiste » plusieurs gouvernements donateurs et agences multilatérales soutenant des activités de défense des droits humains. C'est notamment le cas du Fonds Égalité[12], lequel a reçu, lors de son lancement en 2019, un soutien financier historique d'une valeur de 300 millions de dollars provenant du gouvernement du Canada et dont l'objectif est de construire une nouvelle stratégie d'investissement mondiale et de mobiliser davantage de ressources en faveur de l'égalité de genre à travers le monde. Le Fonds Égalité rassemble des subventionnaires féministes et des réseaux philanthropiques.[13]

© [2020] Global Philanthropy Project

Community Initiatives

1000 Broadway Suite #480, Oakland, CA 94607

10 Pour consulter le rapport complet ainsi que les documents d'appoint, voir globalresourcesreport.org.

11 HRFN, Ariadne et PAHWR proposent des principes de financement basés sur les droits humains.

12 https://equalityfund.ca/fr

13 *The Astraea Lesbian Foundation for Justice* propose des principes de financement basés sur le féminisme (Feminist Funding Principles, disponible en anglais uniquement). Voir également « Vers un écosystème de financement féministe : un guide pratique et conceptuel », un rapport élaboré par l'Association pour les droits des femmes dans le développement (AWID).

CONCLUSIONS PRINCIPALES: cartographie des financements alloués à la croisade anti-genre à travers le monde

Auteur de l'ensemble du rapport : Teddy Wilson
Cité par le GPP

Introduction au rapport et contexte

La croisade anti-genre mondiale est un mouvement dynamique sachant s'adapter. Les stratégies et tactiques employées par celle-ci ont su évoluer face aux changements survenant sur la scène politique et sociale. Bien que le fondamentalisme religieux, le patriarcat et l'autoritarisme en demeurent les fondements, cette opposition organisée a reformulé son objectif et prétend désormais seulement chercher à protéger et défendre ce qu'elle considère comme « naturel », de la « loi naturelle » à la « famille naturelle ». **Un vaste réseau d'organisations, financées par des mécanismes divers et variés, est associé à cette prétendue croisade « anti-genre ».[14] Cette structure financière comprend diverses sources, notamment de riches particuliers, des organisations à but non lucratif et des institutions religieuses. Ces financements sont versés par l'intermédiaire de dons privés, de contributions apportées par l'intermédiaire d'organismes caritatifs à but non lucratif et de parrainages financiers d'évènements et projets.**

L'objectif de cette étude est d'élaborer une carte de ces réseaux organisationnels et de cette structure financière composée des organisations les plus influentes, des personnalités et des institutions soutenant la croisade anti-genre à travers le monde. Nous avons notamment analysé le réseau formé par les parties prenantes de la croisade anti-genre aux États-Unis ainsi que dans des pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique centrale et du Sud.[15] Cette étude comporte également une analyse financière inédite du chiffre d'affaires de ces organisations, de leurs dépenses et de leurs contributions en faveur de la croisade anti-genre.

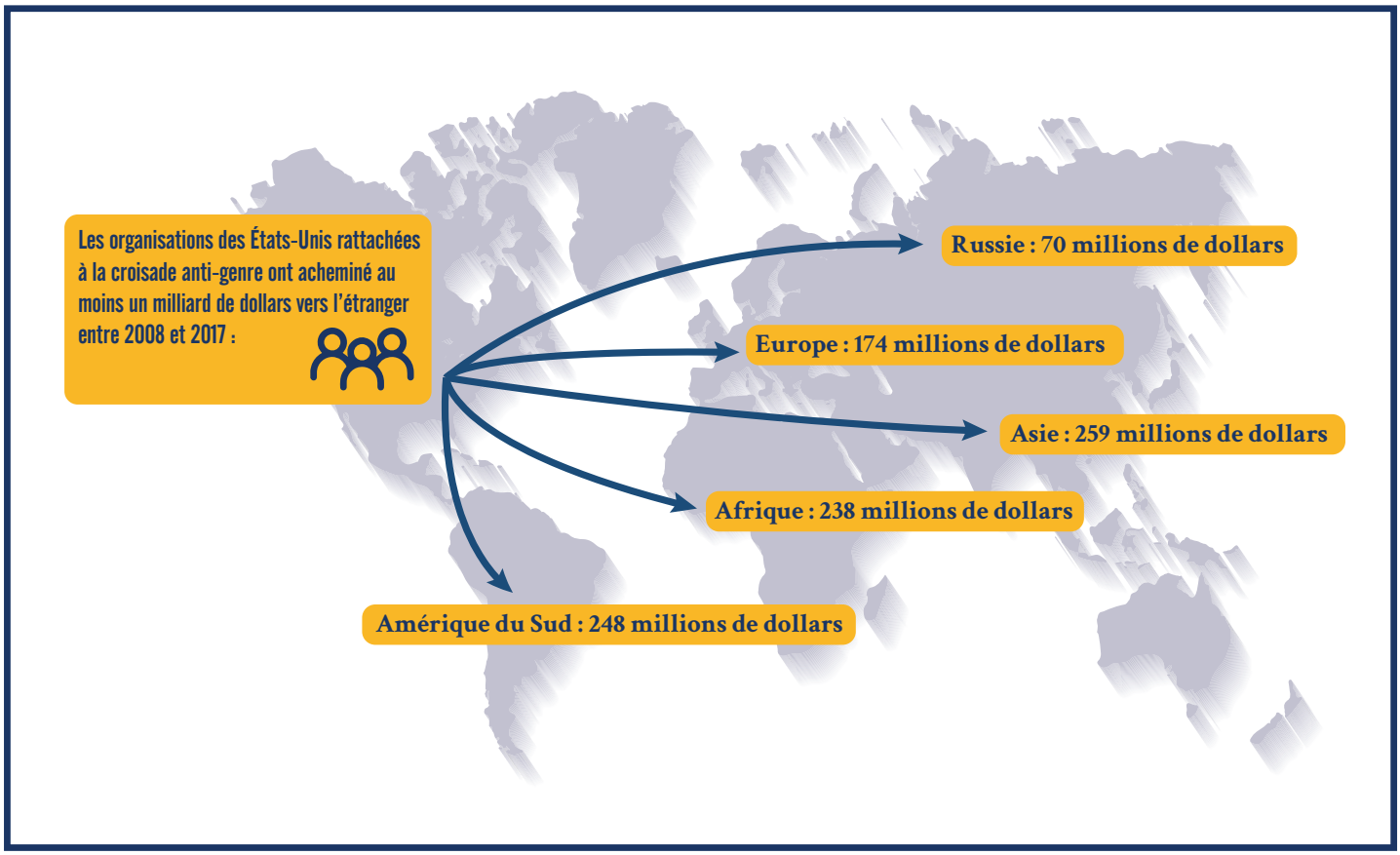
Le présent rapport s'appuie sur un vaste ensemble progressiste de recherches, menées notamment par des organisations telles que *AIDS Foundation of South Africa* ; l'Association canadienne des libertés civiles (ACLC) ; l'Association internationale des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexes (ILGA) ; l'Association pour les droits des femmes dans le développement (AWID) ; CREA ; Dejusticia ; *European Parliamentary Forum for Sexual & Reproductive Rights* (EPF) ; *Global Interfaith Network* (GIN) ; *Ibis Reproductive Health* ; Ipas ; Jinsiangu ; *Just Associates* (JASS) ; JustLabs ; *M Booth Health* ; *Media Matters for America* (MMFA) ; *Mesoamerican Women Human Rights Defenders Initiative* (IM-Defensoras) ; openDemocracy *; OutRight Action International* ; *Political Research Associates* (PRA) ; PROMSEX ; *Right Wing Watch* ; *Sexuality Policy Watch* ; *Soulforce; Southern Poverty Law Center* (SPLC) et *Women's Link Worldwide.*

Financements aux États-Unis

- **Il ressort de l'analyse des déclarations de situation financière accessibles au public que le chiffre d'affaires total des organisations situées aux États-Unis rattachées à la croisade anti-genre au cours de la période de dix ans allant de 2008 à 2017 s'élève à 6,2 milliards de dollars des États-Unis.**
- Une structure financière de très grande ampleur assure le financement des organisations apparentées à la croisade anti-genre aux États-Unis. Ces fonds sont principalement octroyés par l'intermédiaire de dons de particuliers, de contributions de fondations caritatives but non lucratif, y compris des fondations créées par de riches familles et des fonds à vocation arrêtée par le donateur, ainsi que d'aides financières fournies par des églises de différentes confessions (principalement de confession catholique et protestante évangélique). Parmi les principales institutions composant ce réseau se trouvent The National Christian Foundation (NCF), et *The Christian Community Foundation* (également connu sous le nom de WaterStone). **Par exemple, NCF a déclaré plus de 1,5 milliard de dollars de chiffre d'affaires en 2017 et a octroyé 1,3 milliard de dollars de subventions à des organisations apparentées à la croisade anti-genre.**
- Les principaux bénéficiaires de ces subventions incluent

14 L'analyse des réseaux d'opposition aux droits en matière de santé sexuelle et procréative et aux droits LGBTQI les plus influents nous a permis d'identifier les organisations associées à la croisade anti-genre et luttant contre certains accords internationaux, tels que la convention d'Istanbul. Cette étude se fonde principalement sur des organisations en partenariat avec le Congrès mondial des Familles ou le parrainant et/ou apparentées à *Alliance Defending Freedom.*

15 Les financements alloués par les États-Unis au Mexique n'ont pas été pris en compte dans le cadre de cette approche régionale car il est particulièrement complexe de dissocier les flux financiers les uns des autres au sein de la région Amérique du Nord.



des mouvements tels que *Alliance Defending Freedom* (ADF), *American Center for Law and Justice* (ACLJ) et *Christian Broadcasting Network* (CBN).

Financements alloués à la croisade internationale aux États-Unis

- Selon une analyse présentée dans notre rapport, laquelle approfondit les travaux de recherche menés par openDemocracy, **les organisations des États-Unis rattachées à la croisade anti-genre ont acheminé au moins un milliard de dollars vers des pays du monde entier.**[16]
- Cette estimation d'un milliard de dollars doit certainement être revue à la hausse, puisqu'elle reflète les activités de financement de seulement onze organisations situées aux États-Unis, de nombreuses institutions religieuses des États-Unis affiliées n'étant pas dans l'obligation de déclarer leurs activités de financement.
- *Christian Broadcasting Network* (CBN) a à lui seul alloué plus de financements internationaux que l'ensemble des autres organisations dont les dépenses vers l'étranger sont documentées dans le présent rapport. **Entre 2008 et 2017, CBN a fourni plus de 986 millions de dollars de contributions financières en faveur de l'étranger.**
- Des cabinets d'avocats d'intérêt public apparentés à la croisade anti-genre ont fourni une aide financière substantielle à l'étranger en faveur de diverses activités, dont les actions en justice et le lobbying. **Entre 2008 et 2017, l'American Center for Law and Justice (ACLJ) a distribué 15,3 millions de dollars à l'étranger.**
- **Parmi les autres principales parties prenantes ayant fourni des financements pertinents entre 2008 et 2017 se trouvent Focus on the Family (14,3 millions de dollars) et Human Life International (10,3 millions de dollars).**
- L'étude des documents accessibles au public relatifs aux organisations apparentées à la croisade anti-genre révèle qu'entre 2008 et 2017 ont été alloués : **259 millions de dollars à l'Asie et au Pacifique,**

16 Voir le rapport de Provost, Claire et Ramsay, Adam intitulé : « Révélations : des "fondamentalistes" chrétiens des États-Unis en lien avec Trump ont investi des millions de dollars de "financements opaques" en Europe, afin de renforcer l'extrême droite » (Revealed: Trump-linked US Christian 'fundamentalists' pour millions of 'dark money' into Europe, boosting the far right, disponible en anglais uniquement), publié par openDemocracy, le 27 mars 2019.

y compris l'Australie ; au moins 248 millions de dollars à l'Amérique du Sud ; 238 millions de dollars à des pays d'Afrique ; 174 millions de dollars à des pays d'Europe ; 94 millions de dollars à des pays d'Amérique centrale et 70 millions de dollars à la Russie.[17]

Financements européens

- Bien que des parties prenantes de l'opposition aux États-Unis fournissent d'importantes aides financières à des organisations européennes apparentées à la croisade anti-genre, il existe également un réseau de riches donateurs soutenant la croisade anti-genre dans différents pays d'Europe. Les lois régissant la transparence financière auxquelles sont soumises les organisations non gouvernementales (ONG) et la divulgation du financement des campagnes varient considérablement d'un pays à l'autre, ce qui entrave de manière significative notre capacité à recueillir des informations financières précises et complètes sur les organisations apparentées à la croisade anti-genre en Europe. Cependant, selon certains rapports, des organisations lui étant associées reçoivent des fonds provenant, entre autres sources, d'institutions religieuses, de riches familles aristocratiques et d'oligarques russes. Ces éventuelles sources de financement, et tout particulièrement les oligarques russes Konstantin Malofeev et Vladimir Yakunin, ont été mentionnées par des chercheurs et chercheuses interrogé·es dans le cadre de notre rapport. Ces personnes ont également évoqué la possibilité de financements provenant de divers membres de familles royales européennes, dont bon nombre sont en lien avec l'organisation Tradition, famille et propriété, laquelle est rattachée à la droite catholique.

17 Une analyse des formulaires fiscaux 990 présentés par des organisations des États-Unis apparentées à la croisade anti-genre dans le cadre de leurs déclarations d'impôts révèle que les dépenses en faveur de l'étranger ont représenté plus d'un milliard de dollars entre 2008 et 2017. Ces chiffres reflètent les totaux cumulés des dépenses que ces organisations ont déclarés dans l'annexe F du formulaire 990 de l'IRS (État des activités à l'extérieur des États-Unis).

RECOMMANDATIONS

Poursuite des recherches :

- Établir une cartographie exhaustive de la droite mondiale, déterminant notamment l'organisation du pouvoir, les liens politiques et la structure financière de l'opposition et comprenant des renseignements supplémentaires sur le financement à l'échelle régionale et nationale.
- Donner la priorité à des projets collaboratifs et des institutions ayant pour objectif le renforcement des capacités des mouvements luttant contre la croisade anti-genre.

Riposte philanthropique :

- Renforcement et coordination de la collaboration grâce au partage régulier d'informations et à la poursuite de recherches.
- Développement d'un processus coordonné permettant de définir un ensemble d'objectifs commun en matière de coordination et de cofinancement.
- Développement de mécanismes de cofinancement favorisant l'apprentissage de la philanthropie, réduisant la redondance et s'adaptant aux changements.
- Formation interne des dirigeant·es et parties prenantes des fondations (y compris des des hauts directeurs et directrices, des cadres dirigeant·es de niveau C et des conseils d'administration).

CONCLUSIONS PRINCIPALES : Cartographie de la riposte philanthropique progressiste face à la croisade anti-genre

Autrices de l'ensemble du rapport : Jenna Capeci et Gitta Zomorodi
Citées par le GPP

Introduction au rapport et contexte

Nous avons besoin d'une philanthropique audacieuse. Face aux considérables financements dont jouit la croisade anti-genre à travers le monde, ainsi qu'à la bonne organisation et la capacité d'adaptation de sa structure, nous avons la lourde tâche de faire reculer ce mouvement régressif. L'objectif du présent rapport est de présenter un aperçu de l'état actuel de cette riposte philanthropique et de formuler des recommandations visant à stimuler les investissements éclairés et coordonnés dans ce domaine.

L'éclatement de la crise de la COVID-19 à travers le monde lors de l'élaboration de notre rapport a exacerbé l'urgence d'une riposte philanthropique progressiste et bien coordonnée face à la croisade anti-genre. Alors que certains effets de la COVID-19 sur les mouvements de défense des droits humains sont déjà perceptibles, on en attend bien d'autres au cours des mois et années à venir. Face à l'évolution des flux de financement, la philanthropie progressiste intersectionnelle se doit de tirer parti des opportunités qui s'offrent à elle pour renforcer les mouvements de défense des droits humains et subvenir aux besoins de celles et ceux qui font déjà l'objet d'attaques. L'objectif de ce rapport et des recommandations qu'il contient est de fournir des conseils clairs et concrets et de proposer des pratiques essentielles qui nous permettraient de révolutionner notre travail, de réaffecter des ressources cruciales et de construire un futur plus juste.

Ce rapport est le fruit d'un examen sur dossier de rapports et articles pertinents, d'entretiens individuels avec des bailleurs de fonds et des représentant·es, non seulement du réseau qu'ils forment, mais aussi de la société civile, ainsi que d'un questionnaire en ligne mené auprès des bailleurs de fonds. Notre équipe de recherche a interrogé 17 bailleurs de fonds, trois représentant·es de leur réseau et sept membres d'organisations de la société civile impliqués dans la lutte contre la croisade anti-genre à l'échelle nationale, régionale et internationale. Le questionnaire a été diffusé par l'intermédiaire de réseaux au service des droits LGBTI, des droits des femmes, de l'équité en matière de reproduction et de l'espace dévolu à la société civile. Il a été rempli par 47 personnes représentant 40 institutions de financement.[18]

18 La plupart des bailleurs de fonds interrogés sont basés aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans d'autres pays européens. La répartition des personnes ayant répondu au questionnaire est similaire, bien que les bailleurs de fonds basés en Amérique latine y soient davantage représentés. Même si ce panel de bailleurs de fonds n'est pas complet, nous avons fait des efforts substantiels pour inclure tous ceux qui s'impliquent dans la lutte contre la croisade anti-genre et/ou font preuve d'un esprit critique face à ce mouvement. Cette enquête représente à l'heure actuelle l'ensemble de données le plus exhaustif sur la riposte philanthropique face à la croisade anti-genre.

Financement progressif de la lutte contre la croisade anti-genre : enjeux et opportunités

- **Selon 70 % des bailleurs de fonds interrogés, même si leurs institutions ripostent face à la croisade anti-genre, elles ne sont pas dotées d'une stratégie de lutte bien définie.** Les bailleurs de fonds mentionnés dans notre étude ont des points de vue différents sur la lutte contre la croisade anti-genre. Selon certains d'entre eux, celle-ci est intimement liée à leur travail de défense des droits LGBTI, des droits en matière de santé sexuelle et procréative ainsi que des droits des femmes, et par conséquent ils n'estiment pas qu'elle nécessite de changer leurs stratégies de financement. Selon d'autres, il s'agit d'un problème requérant des stratégies d'investissement ciblées. Bon nombre des financements alloués par les bailleurs de fonds reflètent une combinaison de ces deux approches. Plusieurs bailleurs de fonds ont déclaré s'employer à élaborer des stratégies de financement ou des projets s'inscrivant directement dans le cadre de la lutte contre la croisade anti-genre, compte tenu de la menace croissante que celle-ci représente pour les enjeux auxquels sont destinés leurs programmes de financement.
- Il est également difficile d'estimer le montant total des financements alloués par ces institutions à la lutte contre la croisade anti-genre. Peu de bailleurs de fonds étant dotés de stratégies de lutte contre cette croisade bien définies, la codification de leurs subventions ne permet pas de les identifier facilement. Dans le cas d'autres bailleurs de fonds, les aides d'ordre général et les financements plus flexibles qu'ils allouent aux bénéficiaires peuvent s'ancrer dans la lutte contre la croisade anti-genre, mais il est difficile de les dissocier des autres financements.
- Ces financements se feront probablement plus ciblés à l'avenir. **Selon des données d'enquête recueillies en mars et début avril 2020, au moins six fondations privées prévoient de fortement augmenter les financements qu'elles octroient à la lutte contre la croisade anti-genre. Le montant total de ces éventuels nouveaux financements pourrait s'élever entre 25 et 35 millions de dollars en 2020.** Nous estimons, sur la base des données d'enquête recueillies et une fois les financements alloués par ces six

fondations pris en compte, que près de 45 millions de dollars seront à l'avenir consacrés à cet enjeu. *Cependant, nous ne savons pas encore quelles éventuelles incidences la crise de la COVID-19 aura sur ces investissements prévus par les bailleurs de fonds.*[19]

Bien qu'il nous reste encore beaucoup de progrès à faire, nous pouvons constater une augmentation et un renforcement de la collaboration entre les programmes de certaines des institutions subventionnaires. Plusieurs bailleurs de fonds ont indiqué avoir jeté un pont entre les divers enjeux et les diverses régions. **Ces bailleurs de fonds : partagent leurs informations et élaborent des stratégies conjointes avec leurs collègues ; cofinancent des bénéficiaires individuels ; créent des fonds de financements internes communs ; offrent des opportunités de faire front commun à des bénéficiaires financés par différents portefeuilles, par exemple en mettant en relation des subventionnaires œuvrant pour la justice de genre avec d'autres défendant la démocratie et les droits humains.**

Il semble également que la collaboration entre les mouvements progressistes se renforce à l'échelle des réseaux philanthropiques. Le grand rassemblement « pour plus de solidarité », organisé par le GPP en 2018 a réuni des subventionnaires du monde entier et des experts issus de la société civile provenant de diverses régions et travaillant dans divers domaines afin qu'ils débattent du « Financement à la croisée de la foi, du fondamentalisme religieux, des droits humains et de la justice sociale » (en anglais, « *Growing Solidarity convening* : Funding at *the Intersection of Faith, Religious Fundamentalism, Human Rights, and Social Justice* »). En 2018 et au cours des années qui ont suivies, des réseaux de bailleurs de fonds, y compris *Elevate Children's Funders Group* (ECFG), *Funders Concerned About AIDS* (FCAA), *Funders for Reproductive Equity* (FRE), *Funders' Initiative for Civil Society* (FICS), *Global Philanthropy Project* (GPP), *Human Rights Funders Network* (HRFN), *Peace and Security Funders Group* (PSFG) et *Philanthropy Advancing Women's Human Rights* (PAWHR), se sont associés afin de mener plusieurs recherches communes, d'organiser des rassemblements de bailleurs de fonds et de coordonner d'autres efforts afin de que leurs membres puissent analyser la croisade anti-genre et les programmes anti-droits y afférents. Au moment où cette étude était menée, le GPP organisait, en partenariat avec FICS, ECFG, PSFG et PAWHR un sommet sur les droits dans le monde (« *Global Rights Summit* »), l'occasion idéale pour les subventionnaires d'élaborer une analyse et une stratégie conjointes, ainsi que de collaborer dans le cadre de multiples domaines relatifs à l'octroi de subventions.

Cadre stratégique de la riposte

Le présent cadre[20] témoigne de la nécessité de diversifier notre approche dans le domaine de la lutte contre la croisade anti-genre et promeut une autre conception de celle-ci. Les bailleurs de fonds peuvent l'utiliser pour évaluer, de manière collective et individuelle, la place qu'occupent leurs mandats, leurs priorités et leurs approches au sein de cet écosystème.

L'implémentation de ces stratégies nécessite diverses modalités de financement, dont d'importants investissements prenant la forme d'aides modulables octroyées sur le long terme à des organisations de la société civile, ainsi que des dons aux fins d'intervention rapide permettant aux organisations et aux réseaux de faire face aux urgences et de tirer partir d'opportunités sensibles au facteur temps.

D'un point de vue pratique, cette implémentation requiert également de nouvelles sources de financement et des investissements supplémentaires. Bon nombre des participant·es à l'enquête ont déclaré redouter que les fondations ne réaffectent les financements à de nouveaux enjeux ou programmes, voire qu'elles ne donnent de nouveau la priorité à des initiatives ciblées plutôt qu'à un soutien d'ordre général ou des services directs, lesquels sont tous deux intimement liés à la pérennité des groupes d'intervention de première ligne.

19 Pour consulter le suivi de l'incidence de la COVID-19 sur les financements LGBTI à travers le monde, voir le site du GPP (globalphilanthropyproject.org/covid19) .

20 Nous tenons à remercier FICS pour le cadre qu'ils ont créé et dont nous nous sommes inspirés lors de l'élaboration du présent rapport.

STRATÉGIES : UN CADRE POUR UNE RÉPONSE EFFICACE ET COORDONNÉE

CONSTRUCTION D'UNIVERS
- Arts et culture (y compris la culture populaire)
- Enseignement ; médias ; laboratoires d'idées

CONSTRUCTION DE POUVOIR
- Renforcement du pouvoir et de l'influence des dirigeant·es du mouvement
- Mobilisation et organisation de la base
- Stratégies électorales

JOURNALISME D'INVESTIGATION, REPRÉSENTATION ET CAMPAGNES
- Formation et mobilisation des décideurs politiques
- Promotion de lois et mesures progressistes / lutte contre les lois et mesures régressives
- Élaboration de normes multilatérales

COMMUNICATION PERSUASIVE
- Infrastructure et capacités de communication
- Recherche axée sur la structure et le message
- Modification du discours
- Développement d'une pluralité de voix crédibles
- Élargissement de notre base

ANALYSE DE L'OPPOSITION
- Surveillance des parties prenantes, stratégies, activités et menaces
- Traitement et partage de l'information
- Établissement d'un lien entre les régions ainsi qu'entre les échelons locaux et internationaux

ACTION EN JUSTICE STRATÉGIQUE ET PROTECTION JURIDIQUE
- Protection de nos victoires progressistes
- Lutte contre les mesures discriminatoires
- Lutte contre les campagnes de diffamation et de désinformation menées par l'opposition

COLLABORATION INTER-MOUVEMENTS
- Entre les droits LGBTI, les droits des femmes, les droits en matière de santé sexuelle et procréative et les droits de l'enfant
- Ouverture sur la démocratie et la gouvernance, l'économie, la justice, la technologie et le journalisme

ORGANISATIONS ET MOUVEMENTS DE PREMIÈRE LIGNE
- Sécurité globale et bien-être
- Formation d'une coalition entre les réponses trouvées au niveau local
- Représentation de divers milieux (par ex, religieux ou de jeunesse) par de véritables représentants locaux et représentantes locales

OUVERTURE ET DÉVELOPPEMENT
Promotion d'une image positive dotée d'une large base de soutien

DÉSTABILISATION
Dénonciation et contestation de la croisade anti-genre

DÉFENSE ET PROTECTION
Renforcement de notre capacité d'adaptation et des infrastructures essentielles

RECOMMANDATIONS

Une collaboration entre les bailleurs de fonds nous permettrait de renforcer notre influence collective et individuelle. Notre succès dépend de notre compréhension de la place que nous occupons au sein d'un large écosystème de financement et de notre capacité à redéfinir le rôle moteur que nous y jouons. Voici quelques principes directeurs et valeurs communes mentionnés par les parties prenantes interrogées dans le cadre de cette recherche :

- **Faire front commun.** Les bailleurs de fonds, organisations de société civile et parties prenantes au mouvement doivent ne faire qu'un lors de chaque étape du processus d'élaboration de stratégies, de formation et de partage d'informations s'ils souhaitent riposter de manière efficace et coordonnée et apaiser les écarts de pouvoir et les rapports de force.
- Être tourné **vers l'avenir sans oublier la réalité actuelle.** Les bailleurs de fonds doivent garder l'ensemble de la situation à l'esprit et être tournés vers l'avenir sans pour autant cesser de prêter attention aux besoins actuels et aux priorités des activistes et omettre d'y répondre. Même si notre objectif principal reste de trouver des mesures progressistes et de promouvoir une image positive de notre cause, nous ne pouvons pas nous permettre de minimiser ou de négliger les menaces pressantes qui pèsent sur les organisations de première ligne.
- **De bon·nes dirigeant·es savent motiver leurs troupes.** Il a été prouvé que nos collaborateurs et collaboratrices sont prêts à s'inspirer de stratégies ou initiatives précises et à y participer financièrement lorsqu'elles sont menées par des dirigeant·es bien définis.
- Échanger nos bonnes pratiques, pas seulement nos initiatives. Certains bailleurs de fonds apportent un soutien concret et intersectoriel aux subventionnaires. D'autres souhaitent savoir dans quels secteurs leurs financements ont été utilisés et le rôle que ceux-ci ont joué dans le cadre de l'établissement de relations entre différents mouvements.
- **S'inspirer des modèles existants de collaboration entre bailleurs de fonds.** Les financements alloués au climat ont été mentionnés à plusieurs reprises dans le cadre de notre enquête comme une opportunité d'apprentissage et de coordination pour les bailleurs de fonds.
- **Collaborer avec les dirigeant·es d'autres secteurs afin d'en attirer de nouveaux.** Il ressort de notre enquête qu'il est important de tisser des liens avec les autres bailleurs de fonds progressistes. Ainsi, la plupart des participant·es au sondage déclarent collaborer avec d'autres institutions philanthropiques et partager les informations qu'ils et elles possèdent sur la croisade anti-genre.

Comparaison des financements LGBTI

Le *Global Philanthropy Project* publie, tous les deux ans et en collaboration avec *Funders for LGBTQ Issues*, un rapport présentant des données détaillées sur la répartition des financements LGBTI en fonction des régions, enjeux, stratégies et populations cibles. Le *Rapport de 2017-2018 sur les ressources mondiales : Aides gouvernementales et philanthropiques aux communautés lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées*[21] (Rapport sur les ressources mondiales, ou RRM) examine les financements LGBTI à travers le monde sur une période de six ans allant de 2013 à 2018[22]. Il comporte l'ensemble des financements documentés octroyés par plus de 800 agences philanthropiques, gouvernementales, multilatérales et d'entreprises en faveur des droits humains et de la santé des personnes LGBTI ainsi que d'autres stratégies et enjeux LGBTI.

La croisade anti-genre va à l'encontre d'un grand nombre de mouvements de défense des droits humains et de la justice environnementale dont l'analyse comparative des niveaux de financements à l'échelle globale et régionale ne relève pas du champ de compétence du présent rapport. Cependant, nous estimons que l'ensemble de données relatives au financement LGBTI recueillies par le Rapport sur les ressources mondiales constitue un prisme précis et illustratif au travers duquel nous pouvons analyser l'injustice et les défis auxquels font face nos mouvements.

Grâce à cet ensemble de données, nous sommes en mesure d'établir une comparaison directe entre les financements LGBTI annuels accumulés au cours d'une période de cinq ans allant de 2013 à 2017 et les financements octroyés à la croisade anti-genre au cours de cette même période tels que documentés dans notre rapport cartographique.[23] Il ressort de cette comparaison qu'il est urgent de combler ce déficit de financement. **Nous avons constaté qu'entre 2013 et 2017, les mouvements LGBTI avaient reçu 1,2 milliard de dollars à travers le monde, tandis que la croisade anti-genre avait reçu 3,7 milliards de dollars.** La croisade anti-genre a également constamment bénéficié de financements plus importants que le mouvement LGBTI à l'échelle régionale (voire du double, du triple ou du quadruple du montant dans certaines régions).

Pourquoi ne pas calculer une estimation sur dix ans ?

Nous avons conscience que le mouvement LGBTI s'est considérablement développé au cours des dix dernières années, particulièrement dans le Sud Global et l'Est, mais aussi dans le reste du monde. Par conséquent, une estimation sur dix ans de ce type dépasserait certainement le véritable montant des financements LGBTI entre 2008 et 2017.

Le rapport semestriel intitulé « Vue d'ensemble : l'octroi de subventions LGBTI dans le Sud Global et l'Est » (*A Global Gaze: LGBTI Grantmaking in the Global South and East*, disponible en anglais uniquement) publié par *Funders for LGBTQ Issues* est l'un des outils reflétant cette évolution des financements au fil des années. Cette série de rapports était publiée avant que le Rapport sur les ressources mondiales ne soit développé. Elle présente des données relatives aux financements pour les années civiles 2005, 2007 et 2010. L'étude de ces rapports montre que le montant total des financements LGBTI alloués au Sud Global et à l'Est s'élevait à seulement 26 millions de dollars en 2007[24], puis à 35 millions de dollars

RÉGIONS DU MONDE	RRM 2013-2017 (5 ANS)	CAG 2013-2017 (5 ANS)
Afrique	144 millions de dollars	162 millions de dollars
Asie et Pacifique	70 millions de dollars	146 millions de dollars
Europe	115 millions de dollars	131 millions de dollars
Internationaux/Multirégionaux	162 millions de dollars	Non disponibles
Amérique latine et Caraïbes	55 millions de dollars	173 millions de dollars
États-Unis et Canada	643 millions de dollars	3,1 milliards de dollars
Total	**1,2 milliard de dollars**	**3,7 milliards de dollars**

21 Pour consulter le rapport complet ainsi que les documents d'appoint, voir globalresourcesreport.org.

22 https://globalresourcesreport.org/wp-content/uploads/2020/05/GRR_2017-2018_Color.pdf (page 25)

23 La taxonomie des régions du monde utilisée dans le *Rapport sur les ressources mondiales* (RRM) diffère légèrement de celle du rapport cartographique sur la croisade anti-genre (CAG). Ce dernier présente les financements octroyés à la CAG en Amérique centrale et du Sud seulement, alors que les chiffres mentionnés dans le RRM concernent l'intégralité de la région Amérique latine et Caraïbes. Les chiffres de la région Europe sont associés à ceux de la Russie dans le rapport cartographique aux fins de leur comparaison dans le présent rapport avec ceux des régions Europe occidentale et Europe orientale, Asie centrale et Russie documentées dans le RRM. Les chiffres de la région Afrique tels que documentés dans le rapport cartographique sont comparés avec ceux des régions Afrique subsaharienne et Moyen-Orient et Afrique du Nord. Dans les données comparatives des deux rapports, la région Asie et Pacifique inclut l'Australie. Les financements internationaux/multirégionaux ne sont pas répertoriés dans le rapport cartographique. Cependant, les données recueillies dans le RRM sont reportées dans le tableau comparatif ci-dessus, y compris les financements destinés à une région non spécifiée. Le rapport cartographique ne fait pas état des financements alloués au Canada. Cependant, ceux alloués aux États-Unis sont comparés aux chiffres de la région États-Unis et Canada mentionnés dans le RRM.

Une grande partie de ces financements anti-genre étant expressément allouée à la Russie, les mouvements LGBTI dans ce pays manquent proportionnellement particulièrement de moyens. Entre 2013 et 2017, la CAG en Russie a bénéficié d'au moins 40 millions de dollars, tandis que les mouvements LGBTI dans ce même pays n'ont reçu que 11 millions de dollars au cours de la même période.

24 https://lgbtfunders.org/research-item/global-gaze-lgbti-grantmaking-global-south-east-2007 (page 2)

en 2010[25], avant d'atteindre 91 millions de dollars en 2018.[26]

L'étude des financements alloués aux États-Unis au cours de la même période tels que documentés par *Funders for LGBTQ Issues* dans leur rapport sur les financements LGBTQ nationaux octroyés aux États-Unis par des fondations américaines (*Tracking Report: Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, and Queer Grantmaking by U.S. Foundations*, disponible en anglais uniquement) nous permet de constater que les financements alloués aux États-Unis s'élevaient à 69 millions de dollars seulement en 2007[27], puis 78 millions de dollars en 2010[28], avant d'atteindre 162 millions de dollars en 2018.[29]

Même s'il nous est impossible de proposer une comparaison précise, une certaine tendance se dessine clairement. **Les financements dont bénéficie la croisade anti-genre sont bien plus importants que ceux alloués à l'intégralité du mouvement LGBTI à travers le monde, lequel était composé d'au moins 800 bailleurs de fonds en 2017-2018. Nous savons pertinemment que les financements destinés à l'opposition documentés dans le présent rapport ne constituent que la partie visible de l'iceberg.**

Alors que nous nous employons à défendre les droits humains et la dignité des personnes et communautés LGBTI à travers le monde, nous invitons la communauté philanthropique à prendre conscience de l'ampleur de notre lutte et à faire preuve de rigueur et de créativité dans le cadre du soutien qu'elle apporte aux mouvements LGBTI.

Nous pouvons également à l'avenir améliorer notre capacité à comparer les financements alloués à ces enjeux en renforçant notre coopération et en harmonisant les activités menées par nos partenaires philanthropiques dans ce domaine, ainsi qu'en documentant de manière plus précise les financements octroyés à des enjeux en rapport avec les droits humains, notamment, mais pas uniquement, dans le cadre des communautés LGBTI.

25 https://lgbtfunders.org/research-item/global-gaze-2010 (page 1)
26 https://globalresourcesreport.org/wp-content/uploads/2020/05/GRR_2017-2018_Color.pdf (page 49)
27 https://lgbtfunders.org/research-item/lgbtq-grantmaking-2007 (page 10)
28 https://lgbtfunders.org/research-item/lgbtq-grantmaking-2010 (page 5)
29 https://lgbtfunders.org/research-item/2018-tracking-report (page 13)

REMERCIEMENTS

Nous souhaitons remercier nos collègues des organisations de philanthropie et de société civile nous ayant conseillé, ayant partagé leurs informations avec nous et ayant contribué de bien d'autres façons à l'élaboration de ce rapport. Nous remercions entre autres tout particulièrement Tesmerelna Atsbeha, Neil Datta, Alli Jernow, José Morán, Rosalyn Park, Elisa Slattery et Addison Smith.

Graphiste : Lauren Denitzio

Traduction française : GMC

LISTES DE RÉFÉRENCES

Parties prenantes de l'opposition anti-genre aux États-Unis

- Acton Institute
- Alliance Defending Freedom
- American Center for Law & Justice
- American College of Pediatricians
- American Family Association
- American Values
- Americans United for Life
- Ancient Faith Ministries
- Angels of Charity and Music
- Ashford Institute
- Bruderhof
- C-Fam
- Christian Broadcasting Network
- Christian Film & Television Commission
- Classical Conversations
- Concerned Women for America
- Council on Biblical Manhood & Womanhood
- Ethics and Public Policy Center
- Family Research Council
- Family Research Institute
- Family Watch International
- Fellowship of St. James
- Focus on the Family
- Freedom's Journal Institute
- Heartbeat International
- Heritage Foundation
- Home School Legal Defense Association
- Human Life International
- International Organization for the Family
- Leadership Institute
- Lighted Candle Society
- National Center on Sexual Exploitation
- National Organization for Marriage
- Population Research Institute
- Portes ouvertes États-Unis
- Priests For Life
- Sutherland Institute
- The American TFP
- The Ruth Institute
- United Families International

Parties prenantes de l'opposition anti-genre en Amérique centrale et du Sud

- A Favor de lo Mejor
- Alive to the World
- Corporácion Dios es Amor
- Familias y Sociedades
- Foundation LIBRE
- Fundación Incluyendo México
- Institute for Family and Marriage
- Latin American Alliance for the Family
- Libertad y Desarrollo
- National Front for the Family
- Red Familia

Parties prenantes de l'opposition anti-genre en Europe

- Alternative pour l'Allemagne
- Association Youth for Life
- Civitas Christiana
- Center for European Renewal
- Centre européen pour le droit et la justice
- Christian Action Research and Education
- Christian Concern
- CitizenGO
- Dialogue Dynamics
- Demographic Research Institute
- Dveri
- European Dignity Watch
- European Large Families Confederation
- Européen de Bioéthique
- FamilienAllianz
- Familienforum Österreich
- Family Day Association
- Family Policy.RU
- Family Generation
- Father Peter Skarga Institute
- Federation of Catholic Family Associations
- Femina Europa
- Georgian Demographic Society
- HazteOir.org
- Institut de politique familiale
- Institut für Ehe und Familie
- Institut für Medizinische Anthropologie und Bioethik
- Institute of Demographic Research
- In the Name of the Family
- I Want to Live Generation
- Luci sull'Est
- Mouvement politique chrétien européen
- Novae Terrae Foundation
- One of Us
- ProVita
- Sanctity of Motherhood Program
- Society and Values Association
- Voice for the Family
- Watchmen on the Walls

À PROPOS DU GPP

Le *Global Philanthropy Project* (GPP) est un organisme de collaboration regroupant des subventionnaires et des conseillères et conseillers philanthropiques s'employant à renforcer les efforts philanthropiques à travers le monde dans le but de promouvoir les droits humains des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) dans les pays du Sud Global et de l'Est.

Fondé en 2009, le GPP est composé de 21 organisations membres, y compris la plupart des principaux subventionnaires et conseillères et conseillers philanthropiques promouvant les droits des personnes LGBTI à travers le monde. En tant que première association de subventionnaires LGBTI, le GPP est reconnu mondialement comme étant le principal leader d'opinion et un partenaire incontournable en matière de coordination entre bailleurs de fonds dans le cadre d'activités LGBTI à travers le monde.

Nous contacter :

Global Philanthropy Project
c/o Community Initiatives
1000 Broadway Suite #480, Oakland, CA 94607
info@globalphilanthropyproject.org
http://globalphilanthropyproject.org
Twitter: @gpp_updates

NOTRE COMITÉ EXÉCUTIF

Francisco O. Buchting
Horizons Foundation, Vice-Président chargé des subventions, des programmes et de la communication

Kerry-Jo Ford Lyn
Astraea Lesbian Foundation for Justice, Directrice de l'initiative mondiale sur les droits humains

Rebecca Fox
Wellspring Philanthropic Fund, Responsable principale des programmes

Michael Heflin
Open Society Foundations, Directeur de l'initiative sur l'égalité des droits humains

Mukami Marete (Co-présidente)
UHAI-EASHRI, Directrice exécutive adjointe

David Sampson (Co-président)
The Baring Foundation, Directeur exécutif

NOTRE ÉQUIPE :

Matthew Hart, Directeur

Marina Gonzalez Flores, Responsable du programme pour la mobilisation et les activités des membres

Ezra Berkley Nepon, Responsable du programme pour la connaissance et l'apprentissage

Dave Scamell, Chargé de liaison principal pour les relations avec les gouvernements et la mobilisation sur le terrain